

La seule réponse du gouvernement : stigmatiser, soumettre, réprimer

Montreuil, le 5 mai 2024

Lors de son discours à Viry-Châtillon, le Premier ministre a annoncé une « concertation » sur « le respect de l'autorité au sein de notre jeunesse ». La ministre Belloubet l'a lancée ce vendredi 3 mai. A un mois des élections européennes, personne n'est dupe de l'opération politicienne.

Dans les 10 prochains jours, la ministre entend faire participer syndicats, associations de parents, et élus à des échanges sur trois questions :

- Le respect à l'école : « comment responsabiliser les élèves ? »
- L'autorité de l'école et de ses personnels : « comment mieux impliquer et responsabiliser les parents ? »
- La sérénité et la sécurité des élèves et des personnels : « comment faire de l'école un lieu encore mieux protégé et qui protège toujours mieux ? »

Une parodie de concertation, dont les conclusions sont connues à l'avance. Le Premier ministre a déjà fait ses propositions le 18 avril, reprises par la ministre lors d'une conférence le 3 mai : obliger les élèves à se lever à l'arrivée des professeurs, faire participer les élèves aux tâches communes, installer des commissions éducatives à l'école primaire, faire assister les élèves perturbateurs à une comparution immédiate au tribunal, établir un contrat entre parents et établissement scolaire, développer les internats éducatifs. En éducation prioritaire, les élèves seraient assignés durant 10h00 au collège : Attal va-t-il fusionner les corps de l'enseignement avec ceux de l'administration pénitentiaire ? Les élèves « perturbateurs » se verraient infliger des pertes de points aux examens, avec une mention spéciale sur Parcoursup. La participation à une grève ou à une manifestation sera-t-elle utilisée pour empêcher les « fauteurs de troubles » de poursuivre leurs études ?

L'objectif n'est pas de répondre aux revendications des personnels et des parents d'élèves qui se mobilisent pour obtenir les postes, les heures, les classes, le retrait du « choc des savoirs » et des groupes de niveaux, l'arrêt des contre-réformes délétères, l'augmentation des salaires...

L'objectif est d'accentuer la pression sur la jeunesse, sur l'École publique et ses personnels pour mettre tout le monde au pas... à l'image de ce qui se passe dans les universités, où le même Gabriel Attal envoie les forces de l'ordre pour réprimer les étudiants qui manifestent pacifiquement leur opposition au génocide des palestiniens.

Refusant de répondre aux revendications, conscient que ses mesures de destruction sont massivement rejetées, le gouvernement ne sait plus quoi faire à part stigmatiser, soumettre, criminaliser...

La FNEC FP-FO refuse de participer à cette opération visant à dégager le gouvernement de ses responsabilités et à mettre l'institution scolaire au service de sa politique répressive. Les mesures annoncées par G. Attal et N. Belloubet ne doivent pas voir le jour.

Par crainte des mobilisations et des grèves, le gouvernement a été contraint de restituer aux établissements les heures supplémentaires et Indemnités pour Missions Particulières non consommées qu'il entendait récupérer dans le cadre des 10 milliards d'économie. C'est un premier recul, et un encouragement à amplifier les assemblées générales et la mobilisation pour obtenir satisfaction sur nos revendications.